

L'investissement public sort renforcé de la crise du Covid

Le plan de relance va renforcer l'investissement public au cours des prochaines années. Selon les économistes, cela aura un effet positif sur la croissance à court terme. L'impact sur le long terme, plus difficile à évaluer, dépend de la qualité des investissements.

Nathalie Sibert
@natsibert

« L'investissement public figure parmi les dépenses considérées comme les plus favorables à la croissance pour peu que ses coûts et bénéfices soient rigoureusement évalués », indique la Cour des comptes dans son rapport sur les finances publiques publié en juin 2020. Pro-messe de campagne du candidat Macron, il est devenu un marqueur de la politique menée par le chef de l'Etat depuis le début de son quinquennat.

En chute depuis plusieurs années, l'investissement public en France est de fait reparti à la hausse à partir de la fin 2017 pour atteindre 89 milliards d'euros en 2019. Cette année-là, il représentait 3,7 % du PIB. « Soit un gain de 0,4 point de PIB sur les deux années », précise Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire fran-

çais des conjonctures économiques (OFCE). « Emmanuel Macron a démarré l'eau autour des collectivités qui avaient vu leurs dotations réduites pendant le quinquennat Hollande », explique-t-il. Bon an mal an, celles-ci assurent plus des deux tiers de la commande publique avec notamment la construction d'écoles, de routes et autres infrastructures ainsi que leur rénovation.

35 milliards liés au plan de relance

2020 a bien sûr été une année atypique. Comme chaque année de défection municipale, les communes ont moins investi. Surtout, la plupart des chantiers ont été mis à l'arrêt pendant le premier confinement. Le rebond a toutefois été rapide et sur l'année, le pire a été évité : l'investissement public n'a reculé que de 3,3 %. In fine, il sort renforcé de la crise sanitaire. Le plan de relance mis en œuvre depuis septembre 2020 par l'exécutif pour soutenir l'économie française, après le plongeon de l'activité lié à la pandémie, devrait en effet « doper » les montants engagés au cours des deux années à venir.

Rénovation thermique des bâtiments, investissement dans les transports et dans les infrastructures numériques : au sein de ce dis-

positif de 100 milliards d'euros, quelque 35 milliards d'euros d'investissements publics sont programmés, selon les estimations de l'OFCE. « Leur contribution devrait s'élever à 10 milliards d'euros en 2021 puis de 12 à 13 milliards d'euros l'an prochain. Par rapport à la part de l'Etat dans l'investissement public, soit 40 milliards d'euros environ en rythme annuel, cela représente une hausse considérable », observe Xavier Timbeau, directeur de l'OFCE.

« A court terme, on sait que cela on stimule l'économie. C'est automatique quelle que soit l'utilité de l'investissement que l'on distribue puisque l'on distribue du revenu. En revanche, l'impact sur le long terme est moins évident. »

FRANÇOIS ECALLE
Fondateur du site Fipeco

D'ores et déjà, la France se classe parmi les pays européens dont l'investissement public rapporté au PIB est le plus élevé. Avec quels effets sur l'économie tricolore ?

Facteur d'attractivité

« A court terme, on sait que cela stimule l'économie. C'est automatique quelle que soit l'utilité de l'investissement puisque l'on distribue du revenu. En revanche, l'impact sur le long terme est moins évident. Il y a les bons investissements, ceux qui sont porteurs d'avenir et d'efficacité et les autres... Il faut faire une analyse au cas par cas », relève François Ecalle, ancien magistrat à la Cour des comptes et fondateur du site Fipeco. Et s'agissant de l'effort prévu dans le plan de relance, il se veut optimiste : « Il devrait avoir un impact positif sur le PIB à partir de 2022 », assure-t-il.

L'investissement public a une autre vertu : il contribue fortement à l'attractivité du pays à l'international. « La qualité des infrastructures dans l'Hexagone est régulièrement citée comme un atout par les investisseurs étrangers », rappelle Mathieu Plane.

Courant octobre, l'exécutif devrait présenter son nouveau plan d'investissement pour « bâtir la France de 2030 ». Avec à la clé un nouveau coup de pouce à ces investissements publics. ■

Comment Emmanuel Macron a fait en sorte

Au début du quinquennat, le gouvernement a diminué le poids des cotisations

ses. Emmanuel Macron voulait que « le travail paie » et il est parvenu à mettre en œuvre la majeure partie

DÉCRYPTAGE

la prime d'activité s'est emballé. Il devait augmenter de 50 % le niveau du SMIC. Le gouvernement